« On est moins fatigués, même si on travaille le mercredi »

Le groupe scolaire Isoret, à Angers, expérimente déjà la semaine de 4,5 jours, sous le regard des chercheurs

A L'Isoret (ici en juin), des ateliers gratuits, payés par la mairie, sont proposés aux élèves après 15 h 30. CAPUCINE GRANIER-DEFERRE/NEWSPICTURES POUR « LE MONDE »

Reportage

Angers
Envoyée spéciale

La semaine de quatre jours et demi ? Les vingt-sept élèves de la classe de CM2 de Dominique Bruneau, à l'école Isoret d'Angers, sont « pour ». Ils n'y voient même que des avantages, de ceux qu'on met en avant quand on a 10 ou 11 ans. *« C'est super de terminer l'école plus tôt*, explique Adonis, *les copains des autres écoles sont jaloux de nous ! » « On est moins fatigués, même si on travaille le mercredi*, ajoute Clara, *et on a le temps de faire plein d'activités l'après-midi. » « Il paraît que ça nous habitue aux rythmes du collège »*, lâche E'Ouann.

« Rythme » : le mot est ici dans toutes les bouches, y compris dans celles des enfants – 250 élèves, de la maternelle au CM2. Science-fiction ? *« Non, expérimentation »*, répond Dominique Bruneau, l'enseignant de CM2 qui est aussi le directeur de l'école élémentaire de ce groupe scolaire converti, avant l'heure, aux neuf demi-journées de classe par semaine. Un avant-goût de l'école Peillon.

« Notre organisation est sans doute encore perfectible, je ne sais pas si elle est extensible en d'autres lieux, à d'autres écoles, mais elle me semble déjà bénéfique à nos élèves », assure Dominique Bruneau, détaillant avec une pointe d'orgueil *« son »* emploi du temps : cours le matin cinq jours sur sept – *« on privilégie l'enseignement des matières fondamentales tôt dans la matinée, comme le préconisent les études en chronobiologie »* –; pause méridienne raccourcie – *« un quart d'heure en moins, compensé par l'installation d'un self »* –; et, clou de l'expérimentation, une sortie des classes à 15 h 30. La deuxième partie de l'après-midi fait la part belle aux activités périscolaires : une douzaine d'ateliers, financés par la mairie d'Angers, sont proposés aux enfants.

« Des ateliers facultatifs et gratuits, souligne Luc Belot, ex-adjoint au maire (PS) chargé de l'éducation, et nouveau député du Maine-et-Loire. *Robotique, aquariophilie, loisirs créatifs, cirque ou cuisine : nous proposons ces activités en lien avec les associations, les centres de loisirs, les clubs sportifs, les maisons de quartier... Tous les acteurs de terrain ont accepté de jouer le jeu – même la paroisse locale, qui a décalé le catéchisme du mercredi matin au mardi... »*

A 17 heures, si les ateliers ferment, l'école reste ouverte : une *« étude »* accueille les enfants jusqu'à 18 h 30. Mais la journée de classe ne compte, elle, que cinq heures – une heure de moins qu'ailleurs.

Coût du *« réaménagement »* : *« 90 000 euros »*, estime Luc Belot, mais *« près d'un demi-million d'euros supplémentaires si l'on veut généraliser le dispositif à toutes les écoles de la ville, en prenant en compte les personnels, les transports, les locaux... C'est la garantie d'une prise en charge de qualité, qui ne se résume pas à de la garderie »*.

Est-ce généralisable ? L'élu s'en sort d'une pirouette : *« Indispensable*, répond-il, *mais comme on n'a pas une telle somme à mettre sur la table, il faut penser en termes de redéploiement. »* Un mot à la mode.

Comment ce groupe scolaire a-t-il pu déroger à la règle ? En dépit des très nombreux rapports critiquant la semaine de quatre jours, l'ancien gouvernement a toujours refusé de revenir sur la réforme lancée en 2008 par Xavier Darcos, le premier des ministres de l'éducation nationale de Nicolas Sarkozy. Et ce même si, avec 144 jours de classe, la France a l'année scolaire la plus courte d'Europe – et par voie de conséquence la plus chargée aussi. Xavier Darcos a eu beau préciser qu'il était possible de reporter les cours du samedi au mercredi, peu de villes ont été tentées de faire marche arrière. En 2010, dans sa circulaire de rentrée, son successeur Luc Chatel a dévoilé sa préférence pour le mercredi matin travaillé. Le texte demandait aux autorités académiques que *« l'organisation de la semaine en neuf demi-journées* [soit] *encouragée chaque fois qu'elle rencontre l'adhésion »*.

Mais l'adhésion reste très difficile à trouver. *« Des municipalités socialistes pour la plupart, Angers mais aussi Brest, Nevers, Lyon, Belfort, Lille, Grenoble ou Toulouse, ont ouvert le débat »*, rappelle Yves Fournel, président du Réseau français des villes éducatrices. Dans le cas d'Angers, la consultation a débuté en 2009 avec les parents d'élèves et les associations de quartiers. *« On a organisé des petits déjeuners le samedi avec les familles, des récrés citoyennes avec les enfants »*, se souvient Luc Belot. D'avril à juin, ce sont les enseignants et les personnels de l'éducation qui ont été consultés. Au terme de cette phase, si 53 % des écoles ont dit regretter la suppression du samedi matin travaillé, seules 37 % se sont prononcées en faveur d'un redéploiement sur neuf demi-journées. *« Respectant ce choix, la ville n'a pas souhaité généraliser l'école le mercredi*, explique Luc Belot, *mais accompagner, au cas par cas, les établissements favorables au changement. »*

> « La plupart des parents étaient partants », soutient une mère d'élève. Côté enseignants, le sujet reste délicat à aborder

Une seule école en l'occurrence : l'Isoret. Où le vote s'est joué, semble-t-il, à quelques voix près. *« La plupart des parents étaient partants, dès lors qu'on leur a expliqué ce que leurs enfants gagneraient à avoir une journée allégée, une semaine moins hachée »*, soutient Céline Olhagaray, 32 ans, maman d'un élève de CM2, et représentante des parents au conseil d'école. *« Quand le samedi a été supprimé, les parents, surtout ceux qui sont divorcés, étaient plutôt contents de récupérer leur week-end*, ajoute Jasmine Maubussin, 36 ans, mère de deux élèves – en CP et CM1. *Mais l'école le mercredi a été bien accueillie. Nos enfants sont moins fatigués, plus épanouis en soirée, presque contents de faire leurs devoirs ! »*

Du côté des enseignants, le sujet reste délicat à aborder. A l'école maternelle, qui jouxte l'école élémentaire, les bénéfices de l'expérimentation semblent moins évidents pour les enseignantes comme pour les jeunes enfants. *« Il nous faut les réveiller plus tôt de la sieste*, regrette Martine Botton, la directrice. *Mes collègues ont le sentiment d'avoir perdu leur après-midi. D'être moins aidées qu'auparavant, car des Atsem* [agent territorial spécialisé des écoles maternelles] *s'occupent désormais à 15 h 30 de certains ateliers proposés par la municipalité. Sans compter l'absentéisme du mercredi... »* Au conseil d'école, les quatre enseignantes de maternelle se seraient, dit-on, prononcées contre le retour aux quatre jours et demi.

« Il ne s'agit pas de dire que tout est parfait ou qu'on est un modèle, tempère Dominique Bruneau. *Notre organisation est sans doute encore perfectible ! »* Une évaluation, conduite par la chronobiologiste Claire Lecomte, professeure en psychologie de l'enfant, et Christophe Boujon, maître de conférences en psychologie cognitive à l'université d'Artois (Nord-Pas-de-Calais), doit mesurer les incidences des nouveaux rythmes scolaires, et convaincre, espère M. Bruneau, les derniers réfractaires. Résultats attendus après l'été. *« En attendant*, conclut le directeur, *on prépare une rentrée chargée, avec des effectifs d'élèves qui ne cessent de grimper. »* Une hausse qu'il aime voir comme un signe de succès. ■

MATTEA BATTAGLIA

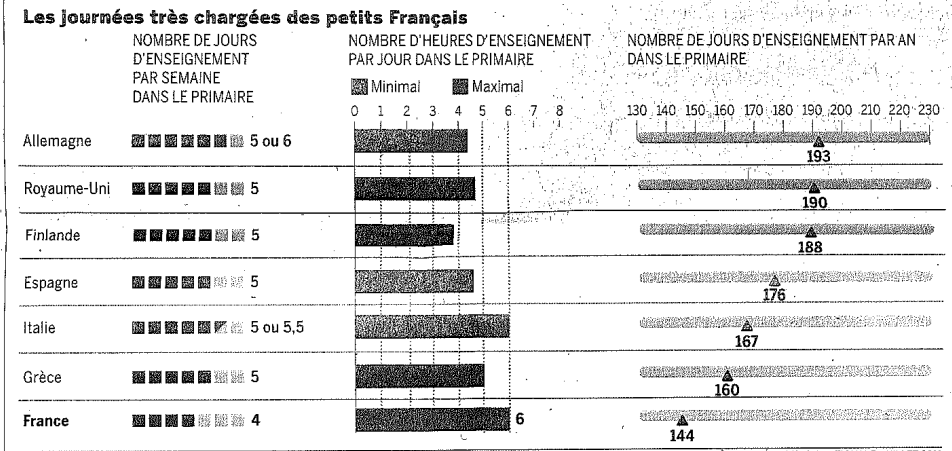
Le gouvernement est « déterminé » à revenir à la semaine de 4,5 jours

La Rochelle
Envoyée spéciale

Ovationné debout. Vendredi 24 août, à l'université d'été du Parti socialiste, à La Rochelle, Vincent Peillon a été longuement applaudi pour la détermination de son discours, par une salle comble de militants socialistes à qui il était venu raconter sa philosophie de l'école et rappeler le projet Hollande en la matière. Et, dans son discours, le temps scolaire est très vite arrivé comme un des leviers de l'amélioration de l'école.

« Je vois les polémiques, a prévenu le ministre de l'éducation nationale, à l'adresse de ceux qui le trouvaient un peu naïf sur le sujet. *Mais la détermination du gouvernement sera totale sur ce dossier. Parce que l'intérêt des élèves, c'est l'intérêt de la nation. Dans cette morale laïque, on ne peut jamais produire un intérêt général en additionnant des intérêts particuliers et des corporatismes égoïstes. »* Là, la salle, remplie d'enseignants qu'on aurait pu croire jaloux de préserver leur semaine de quatre jours, a applaudi l'orateur. D'autant que le ministre, fin tacticien, n'a pas oublié d'ajouter que tout cela se ferait *« en discutant et en respectant tous ceux qui sont impliqués dans cette réforme »*. Un clin d'œil appuyé à la concertation pour la « refondation » de l'école lancée le 5 juillet, qui bat son plein jusqu'en octobre et où un groupe a justement pour carnet de route de réfléchir aux moyens d'alléger la journée des écoliers français.

Les journées très chargées des petits Français



SOURCE : *CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES RYTHMES SCOLAIRES*, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE. JUILLET 2011

« Nous ne pouvons pas être le seul pays européen à avoir 140 jours de classe quand les autres en ont 180. Pour les enfants qui en ont le plus besoin, c'est un abandon de la République ! », a-t-il encore martelé, avant d'ajouter, pour être bien clair : *« La semaine de quatre jours et demi, nous la souhaitons. Et l'allongement de l'année scolaire, si nécessaire... Le tout étant de penser autrement l'articulation du temps scolaire et du temps éducatif dans la journée. »* Bref, de ne pas lâcher les enfants à 15 h 30, comme certains en brandissent la menace.

On est loin de la polémique du début de l'été au sein d'un gouvernement qui n'avait alors à la bouche que le mot « concertation ». Le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, avait d'ailleurs recadré son ministre, proposant de tout remettre dans le panier de la concertation, y compris le choix de 4 jours ou de 4,5 jours. L'été est passé sur ce couac de départ et les accusations d'immobilisme faites au gouvernement ont sans doute plaidé en faveur de M. Peillon.

Au final, *« on part d'un diagnostic partagé : les journées des écoliers français sont trop lourdes, avec 6 heures de classe quotidiennes. Comme on ne peut pas diminuer le nombre d'heures sur l'année, c'est sur l'allégement des journées que les "concertés" doivent plancher »*, explique Bruno Julliard, le M. Concertation. Et ils le font en bonne intelligence, confie Colombe Brossel, adjointe au maire de Paris (PS), qui anime le groupe de travail dévolu à la question. *« J'ai été frappée par le climat très constructif de la première réunion, à laquelle participaient quelque 80 membres de tous horizons, des représentants de syndicats d'enseignants, de l'éducation populaire, d'élus, de parents d'élèves... Beaucoup de chercheurs, aussi. La notion de compromis revient dans les discussions, comme si chacun avait pris conscience qu'on doit tous s'y mettre pour avancer. »*

Les syndicats mal à l'aise

Être prêt au compromis : ce n'est pas l'impression qu'a donnée le Snuipp-FSU, principal syndicat des professeurs des écoles, qui a tenu sa conférence de presse de rentrée jeudi 23 août. Selon un sondage Harris Interactive pour le Snuipp-FSU, rendu public ce même jour, plus de sept Français sur dix sont favorables à un retour à la semaine de quatre jours et demi – supprimée en 2008 –, à condition que la demi-journée travaillée soit le mercredi (68 % pour), et non le samedi (64 % contre). Mais retravailler une demi-journée de plus n'enchante pas tous les enseignants et met très mal à l'aise leurs syndicats qui voudraient que l'école change, mais se doivent aussi de préserver leurs adhérents.

C'est un peu à eux sans doute que l'historien de l'éducation Antoine Prost s'est adressé lors des journées socialistes, osant un : *« Je sais que ce n'est pas facile de faire la semaine de 5 jours. Mais, il y a cinq ans, on la faisait. Y aurait-il quelque chose qui aurait changé et rendrait cela impossible ? »* Les prochaines semaines le diront. ■

MARYLINE BAUMARD AVEC M. BA.